

IDÉE REÇUE

Trop nombreux les fonctionnaires ?

La candidate des Républicains à l'élection présidentielle, Valérie Pécresse, a annoncé qu'elle supprimerait 150 000 emplois dans « l'administration administrante ». De quelle manière ? Où exactement ? Et surtout, pourquoi ?

Valérie Pécresse promet la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires. Cinq ans plus tôt, François Fillon et Emmanuel Macron lançaient, respectivement, des objectifs à « moins 500 000 » et « moins 120 000 » emplois publics. Quant à Nicolas Sarkozy, avec son objectif d'« un départ en retraite remplacé sur deux », il a réussi à sabrer 93 000 équivalents temps plein de 2007 à 2012.

La question du nombre de fonctionnaires est une véritable « obsession française », raconte l'historien Émilien Ruiz dans un récent ouvrage*. Mais de quoi parle-t-on ? Le chiffre le plus souvent utilisé, 5,5 millions, recouvre les agents des trois versants de la fonction publique – d'État, hospitalière et territoriale – dont presque 25 % sont des contractuels. Pour se comparer à d'autres pays, il faut alors parler de taux d'administration, soit le nombre d'emplois consacrés aux missions publiques pour 1 000 habitants. Cela inclut la fonction publique mais aussi les services délégués tels que la gestion de l'eau, des déchets, les organismes de Sécurité sociale... Partant de là, en 2017, la France affiche un taux de 91 %, certes au-dessus du Royaume-Uni (78 %), de la Belgique (76 %) ou des États-Unis (69 %),

mais bien en deçà de la Norvège (160 %), du Danemark (142 %) ou du Canada (101 %) (sources : Francestratégie/OCDE). « Autre information à prendre en compte, ajoute Jean-Marc Canon, du Collectif CGT Fonction publique : le nombre de fonctionnaires pour 1 000 habitants a baissé au cours des vingt dernières années ».

UNE PROMESSE HORS RÉALITÉ

« Valérie Pécresse parle de supprimer 200 000 postes et d'en créer 50 000 en faveur

CAMPAGNE 10 %

Le collectif CGT de la fonction publique mène campagne depuis un an pour redonner aux services publics les moyens de (bien) fonctionner. « Tout tend à démontrer qu'une fonction publique de qualité réduit les inégalités, permet de garantir des droits de haut niveau aux citoyens et constitue un élément irremplaçable pour un progrès social partagé », indique-t-il.

Pour ce faire, il revendique des recrutements, une hausse salariale et la réduction du temps de travail à hauteur de 10 %.

10pour100.cgtfonctionpublique.fr/

des missions qu'elles jugent essentielles : éduquer, protéger et soigner, reprend Émilien Ruiz. Or, c'est justement à l'hôpital, dans l'Éducation nationale et à l'Intérieur que l'on trouve les gros bataillons de la fonction publique. On peut donc s'interroger : où pense-t-elle supprimer 200 000 postes ? Pas dans la fonction publique territoriale, en tous les cas, puisque l'État ne peut pas imposer une telle politique aux collectivités territoriales. Dans « l'administration administrante », alors ? « Cette expression de Valérie Pécresse vient flatter ceux qui assimilent les fonctionnaires à des employés de bureau payés à ne rien faire, décrypte Émilien Ruiz. Mais c'est oublier que ce sont eux, en réalité, qui font en sorte que les enseignants soient payés, que les hôpitaux fonctionnent au quotidien... Cette promesse électorale ne s'appuie sur aucune réalité. » Car, finalement, conclut Jean-Marc Canon, « le vrai débat que l'on devrait avoir, c'est celui des missions que nous souhaitons que les pouvoirs publics assument pour l'intérêt général ». Le débat des effectifs ne devrait intervenir qu'après. ■ MARION ESQUERRÉ

*Trop de fonctionnaires ? Histoire d'une obsession française (XIX-XXI^e siècle), coll. « L'épreuve de l'histoire », éd. Fayard, 2021.